

Congrès AFSP 2009

Section thématique 1

L'Europe sans constitution – quelle communauté politique en construction?

Session de travail 1

Steffen Schneider
Centre de recherches sur les transformations de l'État
Université de Brême

steffen.schneider@sfb597.uni-bremen.de

Construire la légitimité de l'Union européenne : Une perspective comparée sur les discours de légitimation en Allemagne et en Grande Bretagne

Résumé

La légitimité de l'ordre politique communautaire semble plus douteuse que jamais. Or, les recherches portant sur la légitimité de l'Union européenne ne tiennent pas suffisamment compte du rôle joué par les espaces publics, et notamment les médias, dans la (dé)légitimation des ordres politiques. Notre présentation offre un cadre analytique pour l'examen des discours de légitimation et discute les résultats d'une étude comparative et longitudinale portant sur les dynamiques de communication dans la presse de deux pays européens (l'Allemagne et la Grande Bretagne) entre 1998 et 2007. L'étude soulève les questions suivantes : Quels sont les niveaux de soutien discursif pour l'ordre communautaire dans les deux espaces publics nationaux, et quels critères normatifs sont privilégiés ? Y a-t-il des indices laissant imaginer une transformation des niveaux de légitimité et des critères de justification ? Nos indicateurs discursifs seront brièvement contrastés avec des indicateurs alternatifs mesurant la légitimité au niveau de l'opinion publique et du comportement politique. Alors que notre regard préliminaire sur ces trois dimensions révèle une image complexe, il s'avère que la légitimité de l'Union européenne reste assez précaire.

Abstract

The legitimacy of the European Union seems more doubtful than ever. Yet extant research has not sufficiently considered the role of public spheres, and notably the media, in the (de)legitimation of political systems. Our presentation offers an analytical framework for the study of legitimation discourses and discusses findings from a comparative and longitudinal examination of communication dynamics in the press of two European countries (Germany and Britain) between 1998 and 2007. The study asks the following questions: How much discursive support for the European Union is there in the two national public spheres, and which normative criteria are privileged? Is there evidence for a transformation of levels and foundations of legitimacy? Do the identified patterns of legitimation converge? Our discursive indicators will be briefly contrasted with alternative indicators gleaned from public opinion surveys and the observation of political behavior. While our preliminary look at these three dimensions reveals a complex picture, it becomes apparent that the legitimacy of the European Union continues to rest on precarious foundations.

Introduction

Le processus constitutionnel européen se trouve (toujours) dans une impasse, et la légitimité de l'ordre politique communautaire semble plus douteuse que jamais. La littérature *normative* sur ce sujet reste caractérisée par un débat persistant entre le camp des sceptiques, selon lesquels cet ordre politique n'a pas suffisamment d'attributs démocratiques pour être justifiable (et ne semble même pas capable de les acquérir dans l'avenir), et le camp des optimistes, selon lesquels la légitimité de l'Union européenne n'est pas du tout en danger mais repose sur des fondements tout à fait différents (à savoir, l'efficacité et d'autres critères du type « output ») que celle des États-nations démocratiques (qui serait plutôt du type « input »). La littérature *positive* tend à privilégier soit les sondages, et notamment l'Eurobaromètre, soit l'observation du comportement politique (actes de protestation, taux de participation aux élections européennes) – pour mesurer le soutien apporté à l'ordre communautaire par ses citoyens. Là encore, l'impression d'une crise ou d'un déficit de légitimité est dominante, mais les résultats empiriques ne sont pas tout à fait sans équivoque non plus.

Cependant, ces recherches ne tiennent pas suffisamment compte du rôle joué par les espaces publics dans la (dé)légitimation des ordres politiques – un rôle qui est pourtant souligné par la littérature *normative* traitant des démocraties libérales et de l'Union européenne.¹ Dans notre contribution, nous démontrons que la légitimité des ordres politiques est notamment (re)produite (attaquée, transformée) dans les espaces publics. Les pratiques communicationnelles et les énoncés spécifiques à l'aide desquels la légitimité de l'Union européenne est affirmée ou contestée méritent donc d'être examinés plus systématiquement. De plus, il semble évident que les *médias* jouent un rôle clé dans la (dé)construction de la légitimité.

Dans ce qui suit, nous proposons d'abord une typologie pour l'évaluation des versions plus ou moins optimistes de la littérature portant sur la légitimité des démocraties libérales et de l'Union européenne. Ensuite, nous décrivons un cadre analytique et une méthode précise pour l'examen des discours de légitimation dans la presse ainsi que les contours de notre propre recherche empirique. Ensuite, nous discutons quelques résultats émanant de cette étude comparative et longitudinale portant sur les dynamiques de communication dans la presse de deux pays européens (l'Allemagne et la Grande Bretagne) entre 1998 et 2007.² L'étude s'appuie sur un large corpus d'articles de journaux et sur l'analyse statistique de plusieurs milliers d'énoncés affirmant ou contestant la légitimité de l'Union européenne et de ses institutions principales afin de répondre aux questions suivantes : Quels sont les niveaux de soutien discursif pour l'ordre communautaire dans les trois espaces publics nationaux, quels institutions européennes sont au centre des discours et quels critères normatifs sont privilégiés ? Y a-t-il des indices laissant imaginer une transformation des niveaux de légitimité et des critères de justification ? Peut-on identifier une *convergence* des formes de légitimation (que l'on pourrait qualifier d'indice majeur pour le développement d'un espace public européen homogène) ?

Pour l'interprétation de nos données concernant l'Union européenne, nous nous appuyons également sur des résultats parallèles concernant la légitimation des deux ordres politiques *nationaux*. De plus, nos indicateurs de communication seront brièvement contrastés avec quelques indicateurs alternatifs mesurant la légitimité au niveau de l'opinion publique (questions pertinentes de l'Eurobaromètre) et du comportement politique (taux de participation aux élections européennes dans les pays examinés, actes de protestation).

1. Voir, par exemple, B. Peters (2005) « Public Discourse, Identity, and the Problem of Democratic Legitimacy », in: E.O. Eriksen (dir.) *Making the European Polity. Reflexive Integration in the EU*, London: Routledge.

2. Le projet de recherche dont le texte est issu est dirigé par Frank Nullmeier (Université de Brême) et Roland Lhotta (Université Helmut Schmidt, Hambourg). L'équipe de recherche inclut Dominika Biegon, Jennifer Gronau et Henning Schmidtke. Nous signalons d'emblée que le texte suivant représente une version rudimentaire de ce que nous avons promis pour la conférence de Grenoble ; la collection des données notamment pour la France n'a pas pu être terminée avant l'échéance du texte et c'est pour cela que nous ne présentons ici que des résultats – eux aussi préliminaires – pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne. L'inclusion des résultats est prévue pour la conférence de Grenoble !

La légitimité des ordres politiques nationaux et internationaux dans l'ère de la mondialisation : Quelle(s) crise(s) ?

La légitimité est sans aucun doute une notion clé de la théorie politique qui appartient, en même temps, aux « essentially contested concepts » de la discipline.³ Sa nature contestée est liée à son caractère inévitablement normatif. Le concept fait référence à l'*acceptabilité* de l'autorité politique. Lorsque l'évaluation d'un arrangement politique sur la base d'un critère normatif et généralisable provoque des jugements positifs, l'arrangement est qualifié de légitime. Or, dans le contexte de recherches portant sur la légitimité des systèmes politiques, il faut tout de même distinguer les approches normatives des approches positives. Dans une perspective normative, le chercheur *propose* des critères d'évaluation et les utilise pour ses propres diagnostics. Dans une perspective empirique, par contre, il *observe* des critères et des jugements utilisés ou formulés par les citoyens, les élites politiques ou les médias et les traite comme des faits sociaux. C'est cette dernière approche qui est poursuivie ici.⁴

Tableau 1 Scénarios de crise

	Critères de légitimation démocratiques	Critères de légitimation non-démocratiques
Dé légitimation	Scénario I: <i>Érosion</i> de la légitimité démocratique	Scénario II: <i>Effondrement</i> de la légitimité démocratique
Légitimation	Légitimité démocratique stable	Scénario III: <i>Transformation</i> de la légitimité démocratique

Au cours des dernières années, toute une vague de recherches s'est penchée sur la question de la légitimité politique. Cette littérature s'occupe soit de la légitimité des démocraties libérales, soit de la légitimité des régimes et des organisations internationaux.⁵ Le tableau 1 montre que les différentes perspectives sur la légitimité des États-nations et des régimes internationaux à l'ère de la mondialisation peuvent être classifiées sur la base de deux variables – premièrement, le niveau de légitimité (un ordre politique jouit-il de plus ou moins de soutien, est-il donc plutôt légitime ou illégitime ?), et deuxièmement, les critères normatifs privilégiés quand la légitimité des systèmes politiques est évaluée (est-ce que ce sont plutôt des critères de qualité démocratique ou des critères alternatifs ?).

Le scénario I d'une *érosion* de la légitimité démocratique est particulièrement répandu par rapport aux États-nations. Ce scénario implique, d'un côté, qu'il n'y a plus d'alternative normative sérieuse aux critères de qualité démocratique quand il s'agit d'évaluer la légitimité des États-nations occidentaux et que ces critères sont aussi privilégiés par leurs propres citoyens ; de l'autre côté, dans la « constellation post-nationale » décrite par Jürgen Habermas, l'autorité et la responsabilité politiques ne sont plus concentrées dans les institutions représentatives et gouvernementales des États-nations et un nombre grandissant de décisions affectant la vie de leurs citoyens est pris par des acteurs privés ou par des régimes internationaux.⁶ Bref, la qualité démocratique des États-nations semble avoir souffert et les « démocrates dissatisfaits » parmi les citoyens devraient réagir à ces développements en retirant leur soutien. Or, on pourrait aussi s'attendre à deux autres scénarios (à part la catégorie de référence, c'est-à-

3. W.B. Gallie, 1956, « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society*. 56, p. 167-198 ; David Collier, Fernando Daniel Hidalgo et Andra Olivia Maciuceanu, 2006, « Essentially Contested Concepts: Debates and Applications », *Journal of Political Ideologies* 11 (3), p. 211-246.

4. David Beetham, 1991, *The Legitimation of Power*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, à la p. 3 ; Rodney Barker, 2007, « Democratic Legitimation: What Is It, Who Wants It, and Why ? », dans Achim Hurrelmann, Steffen Schneider et Jens Steffek (dir.), *Legitimacy in an Age of Global Politics*, aux p. 20-21.

5. Pour un aperçu de la littérature normative et empirique, voir Achim Hurrelmann, Steffen Schneider et Jens Steffek (dir.), 2007, *Legitimacy in an Age of Global Politics*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

6. Jürgen Habermas, 1998, *Die postnationale Konstellation : Politische Essays*, Frankfurt/M., Suhrkamp.

dire la légitimité démocratique stable). Le scénario III décrit une *transformation* de la légitimité démocratique – le soutien pour les États-nations et leurs institutions majeures reste élevé, mais il est de moins en moins lié à leur qualité démocratique ; ce n'est donc pas la légitimité elle-même qui est en danger dans ce scénario, mais ses fondements normatifs sont remplacés par des critères alternatifs. Finalement, il y a la possibilité du scénario III – l'*effondrement* simultané de la légitimité et de ses fondements normatifs démocratiques.⁷

Cette typologie s'avère tout aussi utile pour classifier les recherches portant sur la légitimité des régimes et des organisations internationaux. La discipline des Relations Internationales vient tout juste de (re-)découvrir la question de légitimité.⁸ Dans la mesure où les régimes internationaux gagnent de nouvelles responsabilités et deviennent plus puissants, ils semblent avoir besoin de leur propres bases de légitimité et donc d'une légitimité qui n'est pas simplement dérivée du consensus intergouvernemental et de la légitimité démocratique des États-membres, mais ancrée dans le soutien de la société civile ou des *peuples* affectés par les décisions des régimes internationaux. Que les régimes internationaux ne soient plus « a-légitimes » (Steffek) semble même plus évident dans le cas d'arrangements supranationaux et donc notamment dans le cas de l'Union européenne. Le très grand nombre de contributions portant sur la légitimité de l'intégration européenne ne saurait donc pas surprendre. De nouveau, une bonne part de cette littérature est pessimiste parce qu'elle estime que le déficit démocratique des institutions européennes est grave et insurmontable (scénario I). Or, il y a aussi des voix plus optimistes qui suggèrent que l'intégration européenne est capable de (re)produire une sorte de légitimité qui n'est pas basée sur des critères de qualité démocratique au sens stricte, mais plutôt sur des critères du type « output » comme l'efficacité. Alors que la littérature semble privilégier l'un de ces deux scénarios, il y a – là encore – la possibilité de notre scénario II.⁹

Tableau 2 – Scénarios de légitimité « post-nationale »

	Régime international légitime	Régime international illégitime
Régime national légitime	Relation à somme positive	Relation à somme zéro
Régime national illégitime	Relation à somme zéro	Relation à somme négative

Or, qu'en est-il de la *relation* entre la légitimité des États-nations et des régimes internationaux, ci-inclus l'Union européenne ? Le tableau 2 sert à décrire quatre scénarios. La typologie est basée sur l'hypothèse que la légitimité des différents niveaux de gouvernance n'est plus (re)produite d'une façon mutuellement isolée. De nouveau, les diagnostics pessimistes sont assez répandus. Selon eux, la légitimité des États-nations a souffert sans que celle des régimes internationaux soit assurée – une relation « à somme

7. Voir, par exemple, Fritz W. Scharpf, 2000, « Interdependence and Democratic Legitimation », dans Susan J. Pharr et Robert D. Putnam (dir.), *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?* Princeton, Princeton University Press ; Russell J. Dalton, 2004, *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press ; Mariano Torcal et José Ramón Montero (dir.), 2006, *Political Disaffection in Contemporary Democracies : Social Capital, Institutions, and Politics*, London , Routledge

8. Voir, par exemple, Ian Clark (dir.), 2003, « Legitimacy in a Global Social Order », *Review of International Studies* 29, p. 75-96; Jens Steffek, 2003, « The Legitimation of International Governance : A Discourse Approach », *European Journal of International Relations* 9 (2), p. 249-276 ; Jens Steffek, 2007, « Legitimacy in International Relations : From State Compliance to Citizen Consensus », dans Achim Hurrelmann, Steffen Schneider et Jens Steffek (dir.), 2007, *Legitimacy in an Age of Global Politics*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

9. Voir, par exemple, A. Føllesdal, 2007, « Legitimacy Deficits Beyond the State: Diagnoses and Cures », in: Achim Hurrelmann, Steffen Schneider et Jens Steffek (dir.) *Legitimacy in an Age of Global Politics*, Houndmills, Basingstoke: Palgrave; A. Moravcsik, 2002, « In Defence of the 'Democratic Deficit': Reassessing Legitimacy in the European Union », *Journal of Common Market Studies* 40 (4), p. 603-24; Fritz W. Scharpf, 1999, *Governing in Europe. Effective and Democratic?* Oxford, Oxford University Press. Une bonne part de la littérature empirique utilise les données de l'Eurobaromètre et d'autres sondages. Voir, par exemple, M. Gabel, 1998, « Public Support for European Integration: An Empirical Test of Five Theories », *Journal of Politics* 60 (2), p. 333-54; R. Rohrschneider, 2002, « The Democracy Deficit and Mass Support for an EU-wide Government », *American Journal of Political Science* 46 (2), p. 463-75; I. Sánchez-Cuenca, 2000, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics* 1 (2), p. 147-71.

négative ». Les optimistes s'attendent plutôt à une relation « à somme zéro » ou même « à somme positive » – le déclin de la légitimité pour les États-nations serait alors compensé (ou plus) par la croissance du soutien pour les régimes internationaux. Finalement, il y a un deuxième type de relation « à somme zéro » dans laquelle l'illégitimité supposée de ces derniers renforce le soutien pour les États-nations et leurs institutions.¹⁰

Examiner la légitimité en tant que concept positif : Vers une analyse des discours de légitimation

Plusieurs méthodes et indicateurs sont disponibles pour ce genre de recherche.¹¹ L'approche dominante examine les convictions et les jugements pertinents à l'aide de sondages.¹² Cette méthode, qui s'appuie sur des échantillons larges et représentatifs d'individus et un éventail varié de procédures statistiques, permet d'établir des corrélations entre les attitudes révélées et les caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées. Or, la nature « réactive » de la méthode et les stimuli « artificiels » offerts par les sondages se révèlent problématiques quand il s'agit d'examiner la légitimité des systèmes politiques et leurs fondements : le questionnaire typique offre une présélection d'acteurs et d'institutions à évaluer, ainsi qu'une présélection de critères normatifs à utiliser. Mais quels sont les éléments de leur système politique que les personnes interrogées jugent spontanément importants ? Lorsqu'ils se situent dans leur propre environnement social, quels critères d'évaluation les citoyens ou les acteurs politiques favorisent-ils pour prononcer des jugements ? Les sondages ne permettent pas clairement de répondre à ces questions. Il est probable qu'une bonne part des réponses considérées comme des indicateurs de légitimité soient en réalité des non-réponses déguisées. Elles pourraient, en effet, cacher soit l'acceptation habituelle d'un système politique, soit des formes de (non)acceptation motivées par la peur des sanctions et les intérêts particuliers (le « specific support » de David Easton), s'éloignant alors du type de soutien que nous appelons légitimité.¹³ Quant aux régimes internationaux, les sondages (ou questions) pertinent(e)s souvent n'existent même pas – l'Union européenne et l'Eurobaromètre évidemment faisant exception à ce manque de données.

Une deuxième approche consiste à observer le comportement politique. Cette méthode produit des données « naturelles » liées à des actes de soutien ou de protestation explicites.¹⁴ Or, la plupart des formes de comportement politique (non)conventionnel constituent des indicateurs ambigus de légitimité.¹⁵ Par exemple, il n'est pas du tout évident que l'abstention de voter aux élections soit toujours un acte de délégitimation (ce qui est l'interprétation usuelle), un signe d'indifférence ou même un indicateur de satisfaction (un électeur rationnel qui est satisfait avec tous les partis et candidats – et, par implication, avec son système politique – devrait rester à la maison...). En revanche, les actes de protestation peuvent

-
10. Voir aussi Joan DeBardeleben et Achim Hurrelmann (dir.), 2007, *Democratic Dilemmas of Multilevel Governance: Legitimacy, Representation and Accountability in the European Union*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan ; Fritz W. Scharpf, 2009, « Legitimität im europäischen Mehrebenensystem », *Leviathan* 37 (2), p. 245-280.
 11. Bruce Gilley, 2006, « The Meaning and Measure of State Legitimacy: Results from 72 Countries », *European Journal of Political Research* 45 (3), p. 499-525.
 12. Max Kaase et Kenneth Newton (dir.), 1995, *Beliefs in Government*, Oxford, Oxford University Press ; Bettina Westle, 2007, « Political Beliefs and Attitudes: Legitimacy in Public Opinion Research », dans *Legitimacy in an Age of Global Politics*.
 13. Pierre Bourdieu, 2002, *Questions de sociologie* (« L'opinion publique n'existe pas »), Paris, Éditions de Minuit, aux p. 222-235 ; John S. Dryzek, 1988, « The Mismeasure of Political Man », *Journal of Politics*, 50 (3), p. 705-725 ; Rodney Barker, 2001, *Legitimizing Identities: The Self-Presentation of Rulers and Subjects*, Cambridge, Cambridge University Press, à la p. 34 ; David Easton, 1965, *A Systems Analysis of Political Life*, New York, Wiley.
 14. Pippa Norris, 2002, *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, Cambridge, Cambridge University Press ; Sebastian Haunss, 2007, « Challenging Legitimacy: Repertoires of Contention, Political Claims-Making, and Collective Action Frames », dans *Legitimacy in an Age of Global Politics*. Voir aussi Donatella della Porta, 2007, « The Europeanization of Protest : A Typology and Empirical Evidence », dans Beate-Köhler Koch et Bertold Rittberger (dir.), *Debating the Democratic Legitimacy of the European Union*, Lanham, Rowman and Littlefield ; Doug Imig et Sidney Tarrow, 2001, *Contentious Europeans : Protest and Politics in an Integrating Europe*, Lanham, Rowman and Littlefield.
 15. Paul M. Sniderman, 1981, *A Question of Loyalty*, Berkeley, University of California Press ; Pippa Norris, Stefaan Walgrave et Peter van Aelst, 2006, « Does Protest Signify Disaffection? Demonstrators in a Postindustrial Democracy », dans Mariano Torcal et José Ramón Montero (dir.), *Political Disaffection in Contemporary Democracies: Social Capital, Institutions, and Politics*, London, Routledge.

indiquer une véritable hostilité envers les institutions et les principes de base du système politique ou, tout au contraire, l'engagement civique de « citoyens critiques » dans les démocraties libérales.¹⁶ De plus, la simple observation du comportement politique ne révèle pas nécessairement les objets précis du soutien ou de la critique qui sont exprimés par le biais des différentes formes de comportement politique, ni les motivations ou les jugements cachés qu'ils véhiculent. De nouveau, la distinction entre le « specific support » et la légitimité proprement dite s'avère difficile. Mais de toute façon, l'Union européenne – avec les élections européennes tous les cinq ans et les actes de protestation parfois entourant les sommets – offre un contexte politique dont la légitimité peut, en principe, être examinée de cette manière.

Ici nous suggérons une troisième approche qui appréhende la (re)production, la contestation et la transformation communicative de la légitimité.¹⁷ Tout comme l'observation du comportement politique, la recherche portant sur la communication peut s'appuyer sur des données « naturelles » produites dans un environnement « non artificiel », l'espace public. L'étude des discours de légitimation permet de cerner les institutions spécifiques auxquelles les jugements des locuteurs font référence, les critères d'évaluation utilisés et les mécanismes jouant un rôle dans la (re)production de la légitimité démocratique. Après tout, la « libre » communication politique et l'existence d'une véritable sphère publique représentent des conditions *sine qua non* du fonctionnement des démocraties libérales et ce, sur les plans normatif et empirique.¹⁸ Plutôt que de porter sur la mesure exclusive de la légitimité, un tel intérêt pour les *processus de légitimation* nous amène à examiner les discours et les pratiques communicatives à l'aide desquels la légitimité des systèmes politiques est établie, contestée ou transformée.

Les attitudes, le comportement et la communication politiques représentent trois dimensions importantes et distinctes de la légitimation qu'il ne faut pas confondre (figure 1). Ces trois dimensions sont, cependant, liées. Si ces relations ne peuvent pas être examinées plus en détail ici, la dimension communicationnelle paraît importante justement en raison de son rôle dans la (trans)formation d'attitudes pertinentes et dans la conversion de dispositions normatives en actes de légitimation ou de délégitimation. Les discours sont un réservoir de connaissances et d'interprétations (*frames*) ainsi que de critères normatifs (plus ou moins acceptés) servant à l'évaluation des systèmes politiques. Les attitudes individuelles sont donc conditionnées dans une large mesure par les discours et la signification d'activités politiques est largement « construite » par le biais des interactions communicatives.¹⁹ Finalement, étant donné le rôle important des discours pour la *reproduction* de la légitimité, les indices d'une érosion ou d'une transformation dans cette dimension peuvent être considérés comme des indicateurs particulièrement efficaces d'une crise du politique.

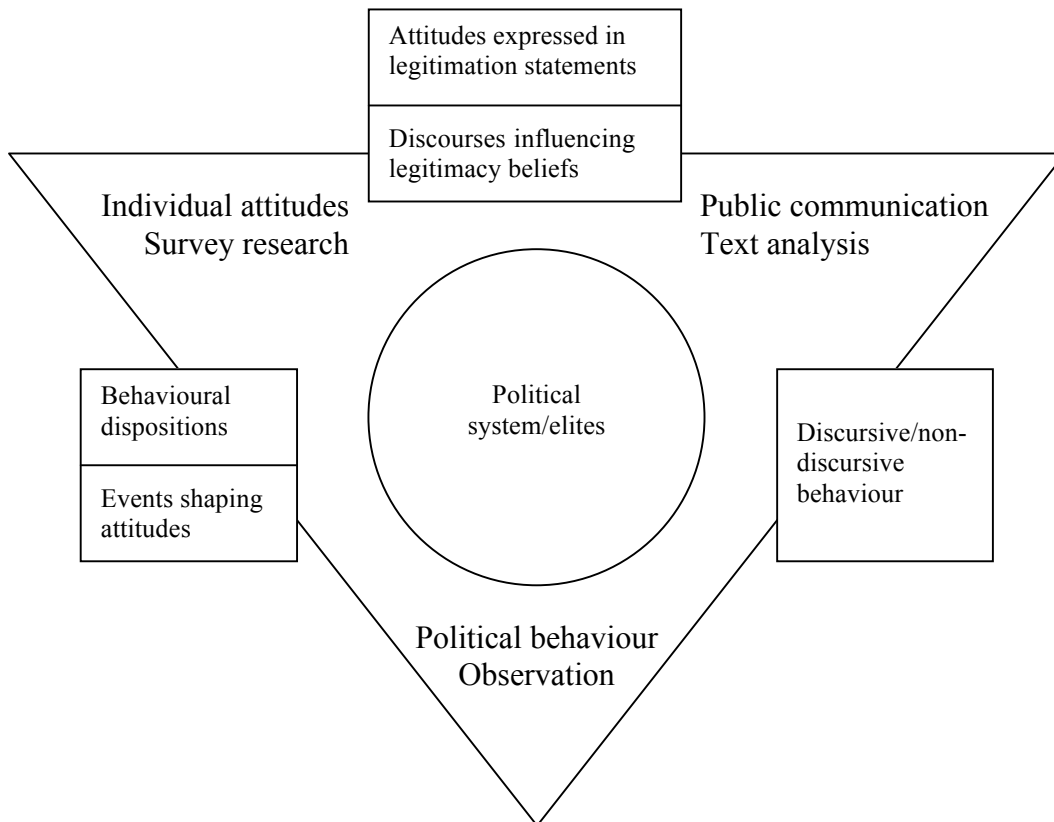
16. Pippa Norris (dir.), 1999, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press.

17. Schneider et al., 2007, « Exploring the Communicative Dimension of Legitimacy : Text Analytical Approaches », dans *Legitimacy in an Age of Globalization* ; voir aussi Thilo Raufer, 2005, *Die legitime Demokratie: Zur Begründung politischer Ordnung in der Bundesrepublik*, Frankfurt/M., Campus.

18. Bernhard Peters, 2007, *Der Sinn von Öffentlichkeit*, Frankfurt/Main, Suhrkamp ; Ulrich Sarcinelli, 2002, « Legitimität », dans d'Otfried Jarren, Ulrich Sarcinelli et Ulrich Saxer (dir.), *Politische Kommunikation in der demokratischen Gesellschaft: Ein Handbuch mit Lexikonteil*, Opladen, Westdeutscher Verlag.

19. Reiner Keller, 2005, *Wissenssoziologische Diskursanalyse: Grundlegung eines Forschungsprogramms*, Wiesbaden, VS Verlag, 360 p. ; Thomas Luckmann, 2001, « Einige Bemerkungen zum Problem der Legitimation », dans Cornelia Bohn et Garry Wills (dir.), *Sinngeneratoren: Fremd- und Selbstthematisierung in soziologisch-historischer Perspektive*, Konstanz, UVK ; Frank Nullmeier, « Politikwissenschaft auf dem Weg zur Diskursanalyse ? », dans Reiner Keller, Andreas Hirsland, Werner Schneider et Willy Viehöver (dir.), *Handbuch Sozialwissenschaftliche Diskursanalyse*, tome 1 : *Theorien und Methoden*, Opladen, Leske + Budrich.

Figure 1 Dimensions de la légitimité et légitimation



Cadre analytique, données et méthodologie

On peut s'attendre à l'existence de discours de légitimation dans plusieurs arènes publiques et privées et donc à la participation de toutes sortes de locuteurs dans des scènes différentes : scientifique et parlementaire, autour de la table familiale etc. L'étude présentée ici n'examine que la scène médiatique, plus précisément les journaux de qualité et d'envergure nationale. Elle se concentre donc délibérément sur une arène discursive dans laquelle la « voix » des élites politiques, des experts scientifiques ou juridiques et des intellectuels publics domine celle des « simples » citoyens. Nous ne suggérons pas que ces journaux « représentent » ou « reflètent » les discours publics tout court ou l'opinion publique, telle qu'elle pourrait être mesurée à l'aide de sondages. L'intérêt pour cette partie de la presse est plutôt motivé par son rôle d'interface (« gate-keeper ») entre les élites discursives et politiques, d'un côté, et le public au sens large, de l'autre.²⁰ Nous partons de l'idée selon laquelle l'espace public des démocraties occidentales est dans une large mesure établi et soutenu par les médias, de telle sorte que la presse de qualité a un impact particulièrement grand sur les cultures politiques et les discours de légitimation nationaux. C'est notamment cette fonction des journaux de qualité qui justifie l'examen d'articles de presse, même si on ne peut sans doute pas s'attendre à une congruence parfaite entre les discours existants dans les différentes arènes et médias, ou bien entre les résultats de sondages et ceux trouvés par une analyse textuelle portant sur la légitimité.

Notre recherche est par ailleurs basée sur une définition étroite des pratiques communicatives et des discours de légitimation. Les « grammaires » utilisées par la « political claims analysis » sont adaptées pour l'analyse des propositions qui contiennent l'évaluation d'un système politique ou d'un de ces

20. Pour une position similaire, voir George Gaskell et Michael W. Bauer, 2001, « Biotechnology in the Years of Controversy: A Social Science Perspective », dans George Gaskell et Michael W. Bauer (dir.), *Biotechnology 1996-2000: The Years of Controversy*, London, Science Museum, aux p. 6-7, et Jürgen Habermas, « Hat die Demokratie noch eine epistemische Funktion ? Empirische Forschung und normative Theorie », dans *Ach, Europa (Kleine Politische Schriften XI)*, Frankfurt/M., Suhrkamp.

éléments majeurs.²¹ Un *énoncé de légitimation* est alors défini comme une proposition qui rend explicite son *objet* – c’est-à-dire le système ou l’élément précis qui est évalué – ainsi que le *critère* utilisé pour l’évaluation de cet objet et la nature positive (affirmative) ou négative (critique) du jugement. Tous les énoncés de légitimation ont donc un caractère normatif et généralisé qui correspond à notre définition du concept de légitimité. Le tableau 3 offre deux exemples de ce type de propositions et illustre la procédure qui a été utilisée pour « traduire » le texte original et pour coder les trois variables de la grammaire de légitimation.²²

Tableau 3 « Grammaire » de légitimation

Exemple 1: The Liberal Democrat leader [Paddy Ashdown] told a rally in Eastbourne that the system was now so [...] inefficient and secretive that it no longer served the citizen. He said: ‘Next Tuesday you could elect [...] 650 saints; but it wouldn’t make any difference if our system no longer works’ (Times, 3. April 1992).			
Le système politique de l’Angleterre...	est illégitime...	parce qu’il...	(1) n’est pas efficace; (2) n’est pas transparent.
Exemple 2: Die Brüsseler Behörde [EU-Kommission] ist gewiß kein Lehrbetrieb der Mafia; aber zuletzt ist schon einiges an Betrug, Schlamperei und Korruption zusammengekommen (FAZ, 16. Dezember 1998)			
L’Union européenne...	est illégitime...	parce qu’elle...	(1) n’est pas efficace; (2) ne fonctionne pas conformément aux lois.

Tableau 4 Sommets et périodes examinés

Période	Lieu	DE	GB
05/12-16/12, 1998	Vienne	47	28
04/12-15/12, 1999	Helsinki	157	104
02/12-13/12, 2000	Nice	213	73
08/12-19/12, 2001	Laeken	164	131
15/06-26/06, 2002	Séville	60	37
06/12-17/12, 2003	Bruxelles	185	178
20/03-31/03, 2004	Bruxelles	76	19
10/12-21/12, 2005	Bruxelles	275	216
14/10-25/10, 2006	Lahti*	59	45
16/06-27/06, 2007	Bruxelles	165	89

Note: Nous avons choisi les sommets qui, selon une procédure automatisée, ont attiré le plus d’attention médiatique; les dimanches ont été exclus. DE = Allemagne ; GB = Grande-Bretagne.

* Sommet extraordinaire avec la Russie.

Les deux pays et discours nationaux examinés dans notre étude – l’Angleterre et la Grande-Bretagne – ont été choisis en fonction de leurs arrangements institutionnels et systèmes médiaux différents (DE : démocratie du type consensuel, système médial corporatiste ; GB : démocratie du type « Westminster », système médial libéral) et, bien sûr, en fonction des attitudes pro- et anti-européennes qui semblent dominer dans les deux pays, parmi leurs élites et dans leurs médias.²³ Nous avons, en plus, choisi deux journaux par pays.²⁴ Finalement, l’étude couvre des périodes autour de dix sommets européens des années 1998 à 2007 ; le tableau 4 montre les sommets retenus pour notre étude ainsi que le nombre d’énoncés de légitimation identifiés dans chaque période et discours national (nos données comparatives concernant

21. Ruud Koopmans et Paul Statham, 1999, « Political Claims Analysis: Integrating Protest Event and Political Discourse Approaches », *Mobilization*, 4 (2), p. 203-222 ; Roberto Franzosi, 2004, *From Words to Numbers: Narrative, Data, and Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press.

22. Nous avons également analysé les locuteurs de ces propositions, mais omettons cette analyse ici.

23. Voir Arend Lijphart, 1999, *Patterns of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-Six Democracies*, New Haven/London, Yale University Press; D.C. Hallin et P. Mancini (dir.), 2004, *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

24. Allemagne: *Frankfurter Allgemeine* et *Süddeutsche Zeitung*; Grande Bretagne: *Times* et *Guardian*.

l'évaluation des systèmes politiques nationaux sont pour l'instant issues d'une analyse des discours de légitimation en 2004 ; n = 1,212 énoncés allemands, 697 énoncés anglais).²⁵

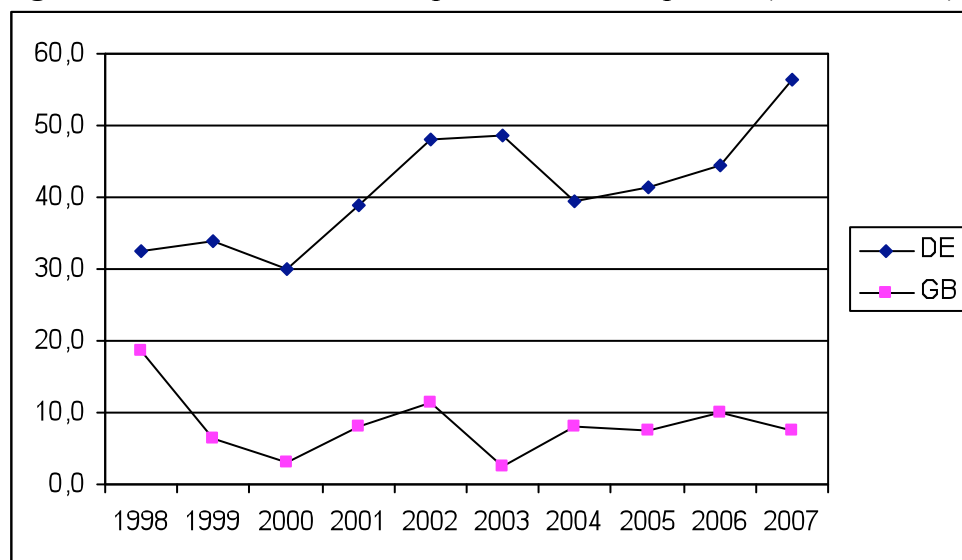
Quelques résultats empiriques

Ici nous présentons quelques résultats préliminaires de notre étude et les contrastons avec des résultats ou observations basés sur l'Eurobaromètre, les élections européennes et les actes de protestation. Nous n'offrons évidemment pas d'analyse soutenue de l'Eurobaromètre, des élections européennes ou des actes de protestation dirigés vers les institutions européennes. Plutôt, nous suggérons quelques limitations des méthodes alternatives, indiquons quelle pourrait être la valeur ajoutée de nos données discursives et discutons les liens entre les trois dimensions de la légitimation.

(1) Niveaux de légitimité

La première question qui doit nous intéresser – et la première variable clé de notre « grammaire » de légitimation – concerne les *niveaux de légitimité* de différents systèmes politiques et leurs institutions majeures. L'Eurobaromètre offre plusieurs questions qui sont fréquemment utilisées pour examiner cette variable. Or, il n'est même pas toujours clair que ces questions font vraiment référence au concept de la légitimité ou au « diffuse support ». Par exemple, nous trouvons une question liée aux *bénéfices* perçus de l'Union européenne (qui semble plus proche à ce qu'Easton appelle le « specific support »), une question portant sur le soutien tout court (figure 2, qui montre la différence entre les réponses positives et négatives pour les deux pays) et une question portant sur la confiance (figure 3). Dans les deux cas, le décalage entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne n'est, bien sûr, pas surprenant, mais la tendance positive dans les deux pays au cours des dernières années – en ce qui concerne le soutien et en Allemagne aussi par rapport à la confiance – pourrait surprendre. Nous n'avons pourtant pas à clarifier ici quels facteurs influencent le développement de ces deux indicateurs ; il suffit de souligner qu'ils ne sont pas sans équivoque (une impression qui est largement confirmée par les résultats de la littérature pertinente, voir note 9).

Figure 2 Eurobaromètre, soutien pour l'Union européenne (valeurs nettes)



25. Pour des analyses plus détaillées de nos résultats sur le plan national, voir Steffen Schneider, 2008, « La légitimité des systèmes politiques, l'espace public et les médias : une étude comparée des discours de légitimation en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Suisse », *Politique et Sociétés* 27 (2), p. 105-136 ; Achim Hurrelmann, Zuzana Krell-Laluhová, Frank Nullmeier, Steffen Schneider et Achim Wiesner, 2009, « Why the Democratic Nation State Is Still Legitimate : A Study of Media Discourses », *European Journal of Political Research* 48 (4), p. 483-515.

Figure 3 Eurobaromètre, confiance en l'Union européenne (valeurs nettes)

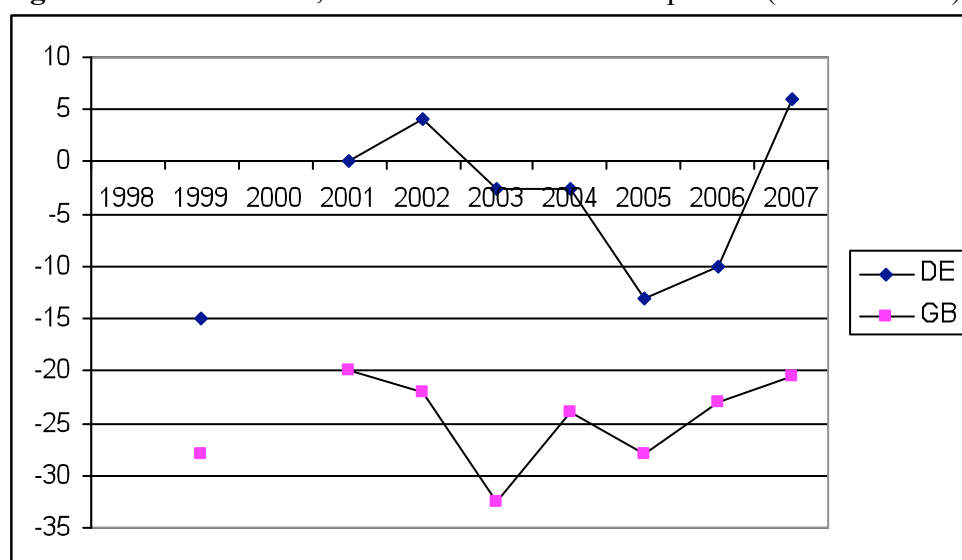


Tableau 5 Résultats des élections européennes (1999, 2004, 2009)

		DE		GB	
1999	Part. électorale	45,2		24,0	
	(UE 49,5)				
		CDU/CSU	48,7	CON	35,8
		SPD	30,7	LAB	28,0
		Verts	6,4	LD	12,7
	PDS	5,8	UKIP	7,0	
			Verts	6,3	
2004	Part. électorale	43,0		38,5	
	(UE 45,5)				
		CDU/CSU	44,5	CON	26,7
		SPD	21,5	LAB	22,6
		Verts	11,9	UKIP	16,1
		PDS	6,1	LD	14,9
	FDP	6,1	Verts	6,3	
2009	Part. électorale	43,3		34,7	
	(UE 43,1)				
		CDU/CSU	37,9	CON	27,0
		SPD	20,8	UKIP	16,1
		GR	12,1	LAB	15,3
		FDP	11,0	LD	13,4
		Gauche	7,5	Verts	6,4
				BNP	6,0

Note : Tous les partis gagnant plus de 5,0 % des voix électorales dans leurs pays. CDU/CSU = Chrétiens-Démocrates, SPD = Sociaux-Démocrates, PDS = Socialistes, FDP = Libéraux ; CON = Conservateurs, LAB = Labour, LD = Libéraux-Démocrates, UKIP = Parti de l'indépendance du Royaume-Uni, BNP = Parti national britannique.

Deuxièmement, on pourrait considérer la participation électorale (ainsi que le succès relatif de partis opposant l'intégration européenne) comme une mesure de légitimité. Or, alors que le développement au niveau européen semble indiquer un déclin du soutien, les développements en Allemagne et en Grande-Bretagne sont moins clairs. Ces taux de participation sont évidemment plus bas que la participation aux

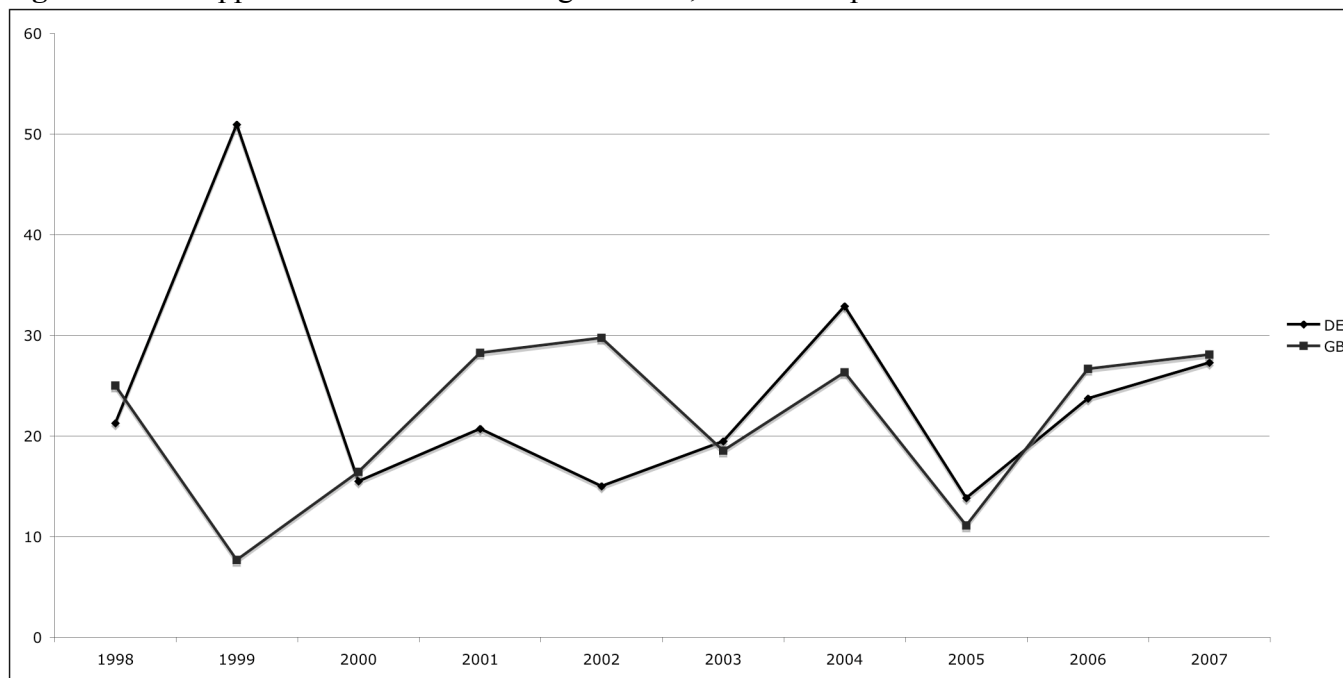
élections nationales. Mais est-ce que cela signifie un manque de légitimité ou tout simplement un manque d'intérêt et d'importance du parlement européen aux yeux des citoyens? En plus, qu'est-ce cela veut dire que la participation en Allemagne est essentiellement stable, mais en-dessous du niveau pan-européen, alors que la participation en Angleterre est plutôt montée? Pour le moins dire, ces données ne sont pas très intuitives en tant qu'indicateurs des niveaux de légitimité de l'intégration européenne en Allemagne et en Grande-Bretagne. Finalement, on pourrait évidemment qualifier les différents partis qui ont gagné plus de cinq pourcent du vote comme plus ou moins pro-européens, mais il y a peu de partis (tel l'UKIP) dont l'orientation pro- ou anti-européenne est tout à fait sans équivoque, d'autant plus que la motivation des *électeurs* devraient être clarifiée pour qu'on puisse utiliser ces pourcentages comme des indicateurs de légitimité au niveau des citoyens. Quant aux actes de protestation, le peu de données disponibles pour l'instant ne suggère pas d'image très claire non plus.

Qu'est-ce que nos indicateurs discursifs révèlent? Évidemment, ils nous aident pas (encore) à clarifier les toutes les ambiguïtés décrites en haut, mais ils supplémentent l'image gagnée dans les deux autres dimensions. Le tableau 6 montre les niveaux de légitimation dans les discours portant sur les régimes et institutions nationaux et européens, respectivement. On voit que les énoncés négatifs dominent partout, mais beaucoup plus en Grande-Bretagne qu'en Allemagne en ce qui concerne les systèmes politiques nationaux – par rapport à l'Union européenne, le décalage auquel on pourrait s'attendre existe, mais il n'est pas très grand. Dans les deux cas, les systèmes politiques nationaux sont évalués beaucoup plus positivement que l'Union européenne. En plus, en examinant la figure 4, on reconnaît tout d'abord qu'il n'y a pas de vrai déclin ou croissance des niveaux de légitimité dans les deux discours médiaux, mais plutôt des effets cycliques. Il est pourtant remarquable et surprenant que les niveaux soient rarement beaucoup élevés dans les journaux allemands que dans les journaux britanniques – les journaux allemands sont, bien sûr, plus pro-européens que leurs équivalents anglais (et notamment le *Times*) en ce qui concerne leur ligne rédactionnelle, mais ils *transportent* tout de même un grand nombre d'énoncés critiques (souvent ce ne sont pas d'évaluations des journalistes eux-mêmes, mais des citations). On peut alors conclure tentativement que le « climat » des discours médiaux allemands n'est pas aussi pro-européen qu'on pourrait croire et qu'il y a un rapprochement avec les discours britanniques; il sera alors intéressant d'observer l'effet des médias sur les attitudes révélées par l'Eurobaromètre.

Tableau 6 Niveaux de légitimation, discours médiaux

	National	UE
DE	40,9	23,1
GB	33,0	18,9
(n)	1,909	2,321

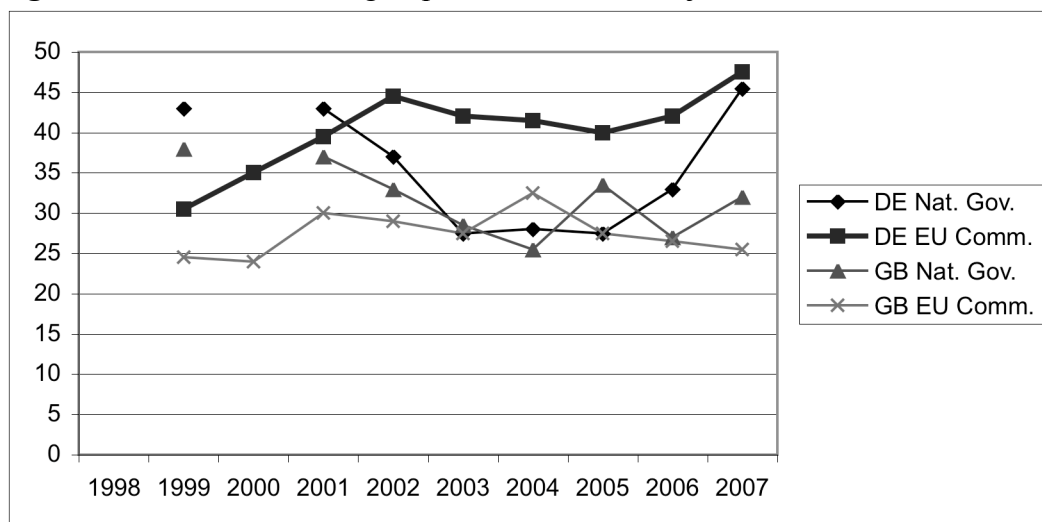
Figure 4 Développement des niveaux de légitimation, Union européenne

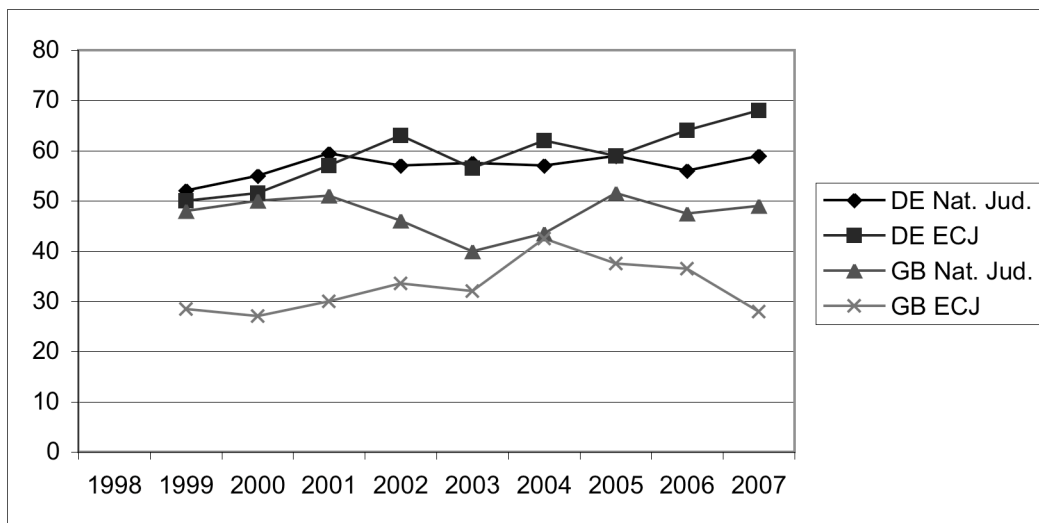
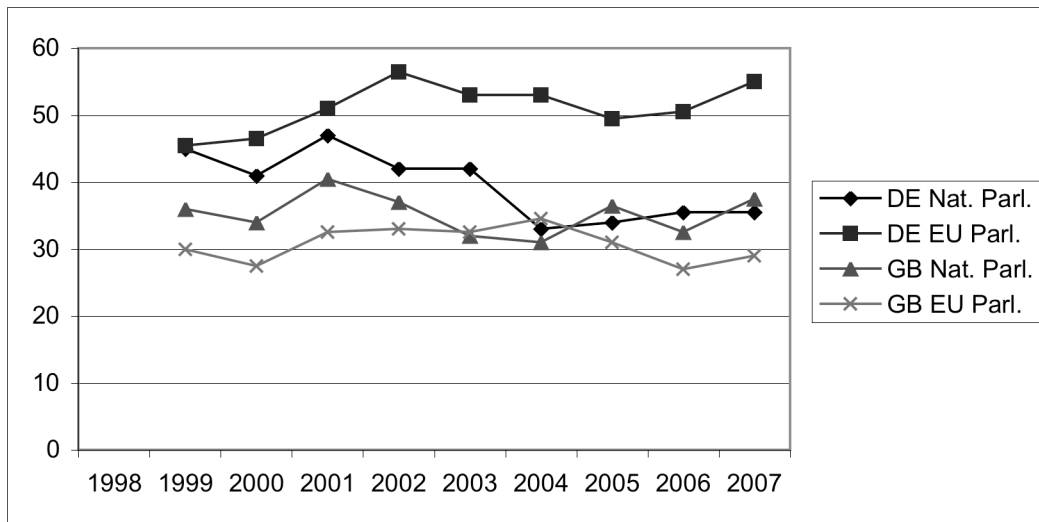


(2) Objets de légitimation

Or, quels sont les aspects ou les institutions des régimes nationaux et européens qui dominent les discours de légitimation ? Lesquelles de ces institutions sont évaluées plutôt positivement (et donc renforcent la légitimité des régimes entiers) ? Lesquelles attirent beaucoup de critique ? Alors qu’il semble difficile de répondre à ces questions en utilisant nos indicateurs de comportement politique, l’Eurobaromètre offre des questions qui mesurent la confiance apportée à des institutions spécifiques. Nous montrons ici les données pour les gouvernements nationaux et la Commission européenne (en tant que quasi-exécutive), les parlements nationaux et européens et les systèmes ou institutions judiciaires aux deux niveaux de gouvernance (figure 5).

Figure 5 Confiance en trois groupes d’institutions majeures





Il n'est pas toujours facile d'interpréter les différents trajectoires, ce qui souligne les problèmes potentiels avec ce type de questions dans l'Eurobaromètre (pour commencer, lesquelles des institutions européennes sont *connues* par les personnes questionnées, dans quelle mesure leurs réponses sont-elles influencées par leur soutien plus ou moins fort pour les institutions *nationales*, etc. ?). On voit, par exemple, que la confiance en la Commission européenne en Allemagne semble monter en Allemagne et qu'elle est aussi plus grande que la confiance apportée aux gouvernements nationaux ; la même image quelque peu surprenante se présente pour les parlements nationaux et européens. Quant aux institutions judiciaires, les valeurs assez positives pour la Cour européenne en Allemagne semblent liées à la très grande appréciation de la Cour constitutionnelle et du système judiciaire *allemands*, alors que les deux trajectoires britanniques semblent plus plausibles.

Tableau 6 Hiérarchie des objets de légitimation

OL1	Système ou communauté politique ...
OL2	Principes du régime (...)
OL3	Institutions majeures (...)
OL4	Groupes d'acteurs (...)

Dans notre propre analyse des énoncés de légitimation, nous partons de l'idée d'une hiérarchie des objets de légitimation – c'est-à-dire des principes d'un régime ou des institutions précises qui sont évalué(e)s dans ces propositions (tableau 6). Ainsi, un locuteur pourrait évaluer le système ou la communauté politique de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne ou de l'Union européenne « en tant que tel », sans spécifier un principe ou une institution. Deuxièmement, le locuteur pourrait spécifier un

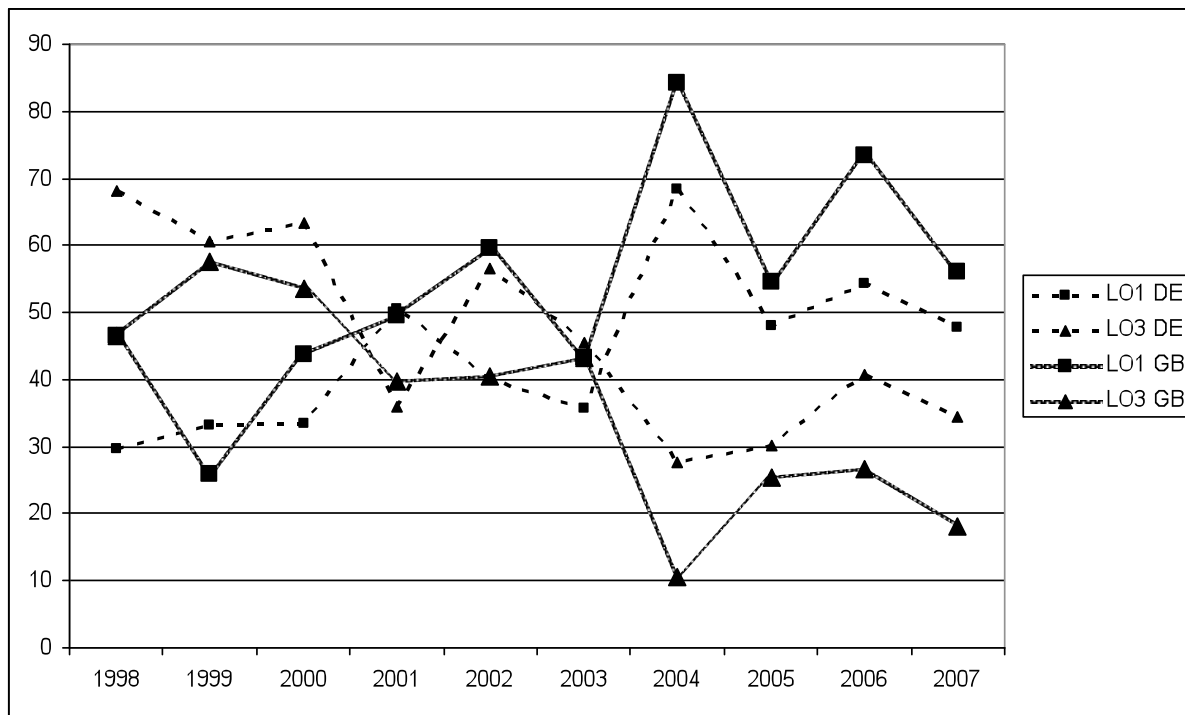
principe comme la démocratie, l'État de droit ou l'État-providence. Troisièmement, il pourrait mentionner une institution comme le gouvernement, la législature, la cour constitutionnelle ou le système électoral d'un pays. Finalement, nous considérons des groupes d'acteurs importants (« la classe politique », le système des partis et des groupes d'intérêt) comme des objets de légitimation, mais non pas ce qu'Easton appelle les « autorités » (les autorités « du jour »). La même classification des objets de légitimation a été utilisée, mutatis mutandis, pour l'Union européenne.

Tableau 7 Groupes d'objets de légitimation et leurs niveaux de légitimité (systèmes politiques nationaux, Union européenne)

		<i>DE</i>	<i>NL %</i>	<i>GB</i>	<i>NL %</i>
OL1	Nat.	41,2	35,5	37,3	35,4
	UE	43,2	30,1	49,2	25,6
OL2	Nat.	30,6	60,1	26,1	37,4
	UE	3,0	16,7	1,5	28,6
OL3	Nat.	18,7	35,2	26,4	33,7
	UE	44,5	20,7	37,1	14,7
OL4	Nat.	9,5	13,9	10,2	11,3
	UE	9,3	5,4	12,2	3,6

Le tableau 7 illustre les résultats de cette analyse. Pour les systèmes politiques nationaux d'abord, on reconnaît que les discours privilégient les objets du type 1 et 2 en Allemagne, du type 1 et 3 en Grande-Bretagne (où il y a eu des débats majeurs de réforme constitutionnelle et institutionnelle en 2004, l'an de notre analyse). Qui plus est, les niveaux de légitimité tendent à être plus élevés aux rangs supérieurs de la hiérarchie et notamment au niveau 2, où se trouvent les principes de base de l'État-nation démocratique. Le contraste avec le type 4, les groupes d'acteurs principaux, est fort. Nous interprétons ces résultats essentiellement comme un indicateur supplémentaire de la *légitimité* de ce régime – les principes de base et au moins quelques-unes des institutions majeures sont typiquement évalués positivement et donc fonctionnent comme des « ancrés » pour la légitimité du régime entier. Or, c'est moins vrai pour le système politique de la Grande-Bretagne que pour celui de l'Allemagne – et l'effet est encore moins prononcé par rapport à l'Union européenne. Certes, les niveaux de légitimité des objets du type 1 (et 2 dans les discours britanniques) sont relativement élevés, et ceux du type 4 encore plus bas que pour les systèmes politiques nationaux, mais il faut évidemment tenir compte du fait que les énoncés qui évaluent l'Union européenne en tant que « démocratie », etc., sont extrêmement rares. La figure 6 indique qu'une fois de plus, les effets cycliques sont prononcés en ce qui concerne la deuxième variable de notre « grammaire », les objets de légitimation.

Figure 6 Attention des discours aux types d'objets 1 et 3, 1998-2007



(3) Critères de légitimation

Il nous reste à examiner les critères d'évaluation utilisés dans les discours de légitimation. Nous avons déjà fait référence à la distinction entre les critères de qualité démocratique et d'autres critères d'évaluation (comme l'efficacité) qui n'ont pas de caractère démocratique (sans nécessairement être anti-démocratiques). En plus, nous avons déjà mentionné que la distinction entre les critères du type « input » et ceux du type « output » est devenue de plus en plus importante dans la littérature. Les deux dichotomies sont souvent confondues. Par contre, nous les traitons comme deux dimensions distinctes et donc arrivons à la typologie du tableau 8. On voit notamment qu'il y a des critères non-démocratiques « input » et, vice versa, des critères démocratiques du type « output ».

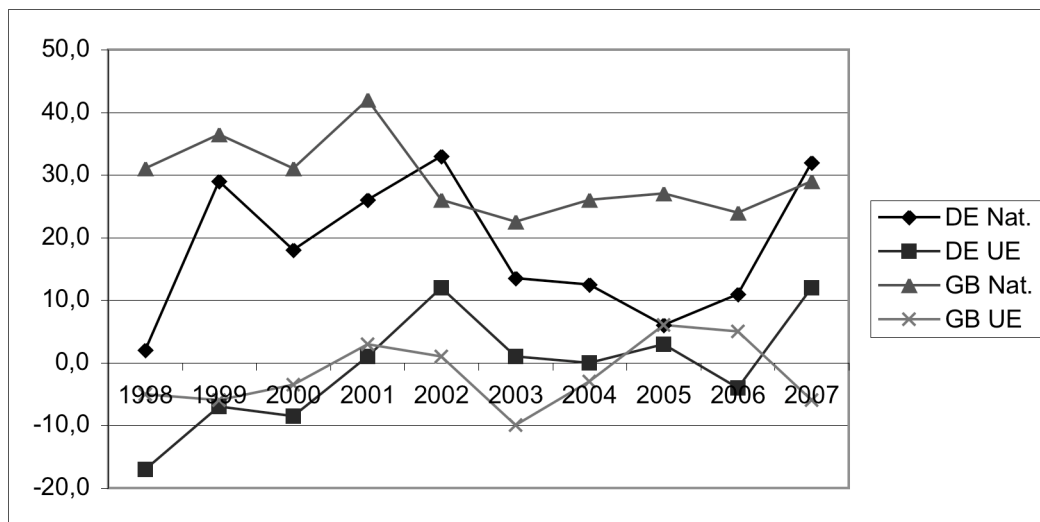
Tableau 8 Groupes de critères de légitimation

	Democratique	Non-démocratique
Input	DI Souveraineté populaire, participation, responsivité, etc.	NDI Leadership, autorité religieuse ou expérience des politiciens, etc.
Output	DO Protection efficace des droits humains et civils, etc.	NDO Efficacité, stabilité, etc.

Ces quatre catégories comprennent une vingtaine de critères individuels que l'on trouve avec une certaine régularité dans notre matériel. C'est peut-être ici que la valeur ajoutée de notre analyse ressort plus clairement. L'Eurobaromètre offre très peu de critères d'évaluation aux personnes questionnées – et, bien sûr, il n'offre qu'une *présélection*. Les critères qui jouent un rôle dans la communication politique et médiatique ne peuvent pas vraiment être identifiés sur la base de l'Eurobaromètre – et encore moins sur la base de l'observation du comportement politique, que ce soit la participation électorale ou les actes de protestation. Nous présentons ici la question de l'Eurobaromètre qui mesure la satisfaction avec la « démocratie nationale et européenne ». En Allemagne comme en Grande-Bretagne, la satisfaction avec la démocratie nationale tend à être plus grande que celle avec la démocratie européenne, mais notez que

l'association entre l'Union européenne et le concept de démocratie est *créée* par le sondage et non pas par les personnes questionnées elles-mêmes ; en d'autres mots, un « framing » très clair (et controversé) de ce que l'Union européenne représente en tant que régime politique.

Figure 7 Satisfaction avec la « démocratie nationale et européenne » selon l'«Eurobaromètre, 1998-2007

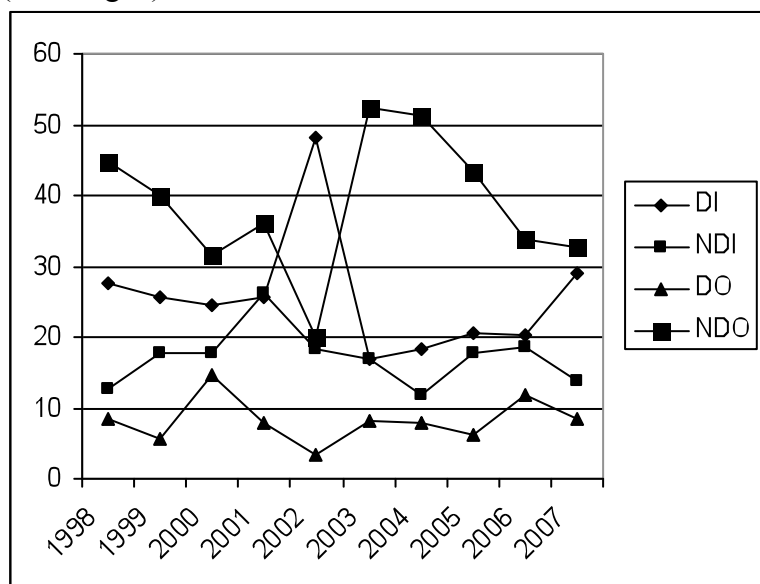


Qu'en est-il maintenant sur le plan discursif ? Le tableau 9 présente les données pour les deux niveaux de gouvernance. On voit notamment que les deux groupes de critères démocratiques sont utilisés plus fréquemment – parfois beaucoup plus fréquemment – pour évaluer les systèmes politiques nationaux que par rapport à l'Union européenne ; c'est l'inverse pour les critères non-démocratiques. En plus, les niveaux de légitimité des énoncés qui utilisent les critères démocratiques sont assez élevés quand les États-nations et leurs institutions sont évalués, mais plus bas quand l'Union européenne et ses institutions sont les objets de légitimation. Finalement, l'Union européenne n'achève même pas de niveaux de légitimité élevés quand des critères *non-démocratiques* et du type « input ou « output » comme l'expérience ou l'efficacité sont utilisés par les locuteurs. Par ailleurs, les deux parties de la figure 8 montrent des effets cycliques quant à l'usage des différents groupes de critères, mais elles affirment le rôle important des critères du type « output » non-démocratique.

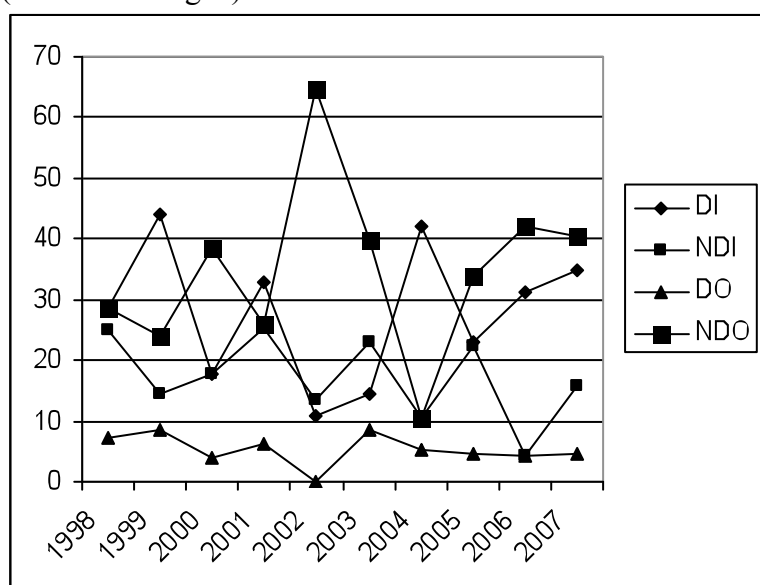
Tableau 9 Groupes de critères de légitimation et leurs niveaux de légitimités (systèmes politiques nationaux, Union européenne)

		DE	(NL)	GB	(NL)
DI	Nat.	27,9	42,0	43,6	24,3
	EU	24,1	16,3	26,4	11,5
NDI	Nat.	7,4	52,2	8,5	30,5
	EU	17,8	20,5	19,6	11,1
DO	Nat.	17,8	43,1	15,6	57,8
	EU	8,4	29,7	5,9	35,2
NDO	Nat.	28,5	36,4	21,5	33,3
	EU	39,3	24,0	34,7	21,9

Figure 8 Usage des groupes de critères de légitimation, 1998-2007
(Allemagne)



(Grande-Bretagne)

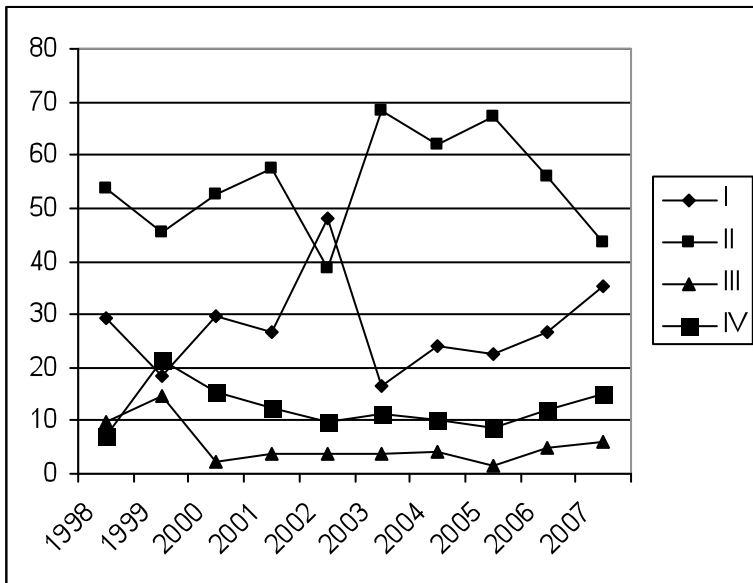


Finalement, nous revenons à nos trois scénarios de crise (I-III) et le scénario de la légitimité démocratique stable introduits en haut. Là encore, le « message » du tableau 10 et de la figure 9 est plutôt négatif pour l'Union européenne. Le scénario correspondant à la légitimité démocratique stable reste marginale, mais aussi le scénario d'une transformation de la légitimité sur lequel des optimistes comme Moravcsik et beaucoup d'autres misent tellement.

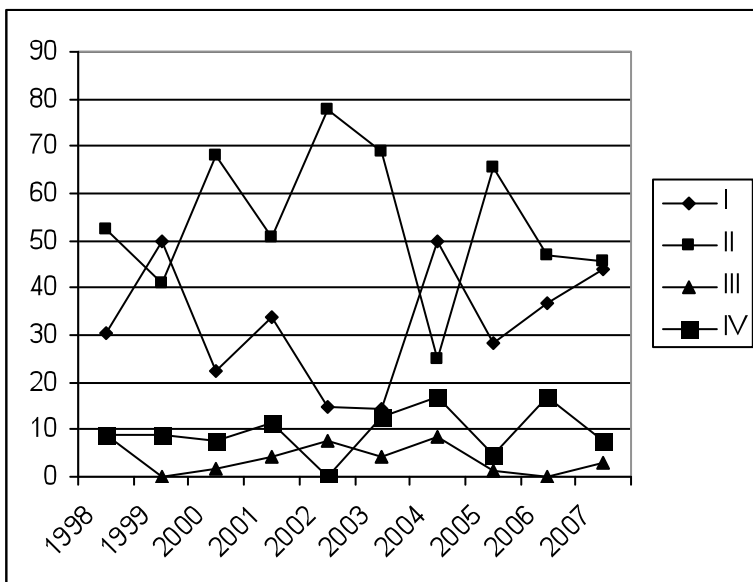
Tableau 10 Scénarios de crise (Union européenne)

	DE	GB
I	26,0	30,4
II	56,7	57,9
III	4,7	2,8
IV	12,7	8,9

Figure 9 Scénarios de crise, 1998-2007
(Allemagne)



(Grande-Bretagne)



Conclusion

Dans ce texte, nous avons présenté une justification et un cadre analytique pour l'examen des discours de légitimation et donc pour des recherches portant sur la dimension communicative des processus de (dé)légitimation. Ensuite, nous avons discuté quelques résultats préliminaires de notre étude de discours de légitimation médiaux en Allemagne et en Grande-Bretagne dans le contexte d'indicateurs alternatifs (les données de l'Eurobaromètre, le comportement politique). Il va sans dire que les données présentées et discutées ici ne sont que préliminaires sur plusieurs plans. Quant aux discours, il nous faudra compléter la collection de données longitudinales pour le niveau des gouvernements nationaux et pour plus des pays (en commençant par la France) avant qu'on puisse examiner d'une manière satisfaisante les questions soulevées au début de ce texte. Quelle est la relation entre la légitimité des États-nations et de l'Union européenne? Est-ce une relation « à somme positive » ou « à somme négative »? Y a-t-il une convergence des objets et des critères de légitimation dominant les différents discours médiaux ou y a-t-il plutôt de l'évidence pour la stabilité des cultures discursives nationales? En plus, il faudra examiner quels groupes de locuteurs sont présents – et dominant – les discours médiaux avec leurs évaluations de légitimité. Est-ce que se sont, par exemple, les représentants des systèmes politiques nationaux et européens, des groupes d'intérêts, des intellectuels ou même de « simples citoyens »? Quelles stratégies

discursives sont utilisées par ces locuteurs pour légitimer des systèmes et des institutions politiques ? Notre lecture qualitative de nos articles de presse indique, par exemple, que des stratégies comparatives sont très fréquents et quelles sont notamment utilisées pour *dé légitimer* l'Union européenne par rapport aux systèmes politiques nationaux. Le contraste entre les réalités politiques nationales et européennes n'est donc pas souvent vu d'une manière qui renforce le soutien discursif aux institutions de Bruxelles, tout au contraire. Finalement, il nous faudra mieux comprendre la relation entre les dimensions de la légitimation (attitudes et comportement politique, communication et discours). Y a-t-il, par exemple, une ou deux dimensions (ou des événements politiques et discursifs) qui jouent le rôle de moteurs des processus de légitimation ?

Or, même nos données préliminaires nous permettent un nombre de conclusions tentatives. L'analyse montre d'abord que l'hypothèse d'une crise de légitimité des États-nations démocratiques n'est pas tout à fait défendable puisque le soutien discursif apporté aux institutions majeures de la plupart des systèmes politiques que nous avons examinés reste assez marqué.²⁶ Cela est d'autant plus vrai qu'il y a peu d'indices laissant supposer l'existence d'une transformation profonde des fondements normatifs sur lesquels la légitimité de ces États-nations repose, les critères démocratiques s'avérant toujours importants. Il semble finalement que les discours de légitimation soient caractérisés par des effets cycliques qui tendent à renforcer la légitimité des systèmes politiques. Qui plus est, et alors que notre regard sur les trois dimensions de la légitimation révèle une image complexe, il s'avère que la légitimité de l'Union européenne reste assez précaire et ses fondements démocratiques sont anémiques pour le moins dire. En plus, il y a peu d'indices qui pourraient supporter la position optimiste, selon laquelle l'ordre communautaire serait capable d'engendrer ses propres critères de légitimation. Au contraire, là où la légitimité de l'ordre communautaire est *comparée* avec celle des démocraties nationales – une stratégie discursive particulièrement fréquente et efficace – c'est typiquement la légitimité des régimes nationaux et non pas celle des institutions européennes qui ressort consolidée. Finalement, il est assez remarquable dans quelle mesure les processus de (dé)légitimation sont caractérisés par des effets cycliques – des événements spécifiques (des scandales, des réformes institutionnelles plus ou moins réussies, etc.) semblent jouer un rôle clé, ainsi que les interventions et les stratégies discursives des locuteurs qui en le plus de « voix » dans les médias.

26. Dans notre projet, nous avons aussi examinés des discours de légitimation en Suisse et aux États-Unis; la Grande-Bretagne est peut-être l'exception à la règle puisqu'il y a plus d'indicateurs de crise dans ce pays et dans ces discours médias que dans les trois autres cas.